

Le Maire de la ville de Saint-Jory,

VU la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 à L 2213-6 et L 3111-1,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L 3111-1,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal, notamment son article R 610-5,

VU la délibération du conseil municipal en date du 11 décembre 2006, le Maire et le conseil municipal peuvent délivrer des autorisations de stationnement sur la voie publique sous réserve que cette délivrance soit compatible avec le domaine public,
Vu les demandes d'occupation de permission de voirie T21JOR10331, et T21JOR10332.

Considérant que pour permettre les travaux de création de passage bateau et voirie, Route métropolitaine 820 et Rue de Bagnols, par l'entreprise **GTPL** sis 15 chemin du Vignalis 31130 Flourens et afin d'assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise, des personnes chargées de leurs réalisations et des usagers de la voie, il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux et de régler la circulation et le stationnement selon les dispositions suivantes :

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation d'occupation du domaine public pour l'entreprise **GTPL** est accordée du **jeudi 4 novembre 2021 au samedi 31 décembre 2022.**

ARTICLE 2 : L'arrêt et le stationnement de tous les véhicules seront interdits aux abords du chantier.

ARTICLE 3 : L'entreprise **GTPL** est autorisée à occuper le domaine public pour les travaux ci-dessus à charge pour elle de se conformer aux dispositions de l'arrêté réglementaire ci-dessus visé et aux conditions spéciales suivantes :

- Une signalisation temporaire et réglementaire sera mise en place l'entreprise et éclairé la nuit en cas d'empiètement sur la voirie publique avec mise en place de barrières de protection (barrières, rubalise...)
- Un passage piéton devra être conservé sur la voirie publique sans risque de lié au chantier (chute de matériaux, manœuvres d'engins...)
- Une clôture de protection ainsi qu'une bâche de protection de sol sera mise en place pendant les travaux

ARTICLE 4 : Ces mesures n'étant pas exhaustives, le service de Police Municipale réserve le droit de prendre toutes autres dispositions qu'ils jugeront utiles en fonction soit de la spécificité du chantier, soit de la nature des travaux, soit de la nécessité d'améliorer la desserte locale, soit par mesure de sécurité.

ARTICLE 5 : Toute infraction aux présentes dispositions sera constatée, poursuivie et sanctionnée conformément à la loi.

ARTICLE 6 : La Directrice générale de services, le responsable de la Police Municipale, le commandant de la Communauté de Brigade de Gendarmerie de Saint Jory, le directeur des services techniques, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et sur le site et notifié en à l'entreprise et dont une ampliation sera transmise à Monsieur le commandant de la communauté de brigade de Saint Jory.

ARTICLE 7 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de sa publication

Affiché en mairie le :

A Saint-Jory, le 26 octobre 2021
Pour Le maire, Adjoint délégué
Thierry BRUGERE

